CAHIER DE CLAUSES COMMUNES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D’ENGAGEMENT

Affrètement d’un navire océanographique

**PROCEDURE**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique**

N° 251000122

# DESIGNATION DES PARTIES AU CONTRAT

Entre l’autorité signataire du marché agissant au nom et pour le compte de l’IFREMER d’une part,

Et la société :

Forme :

Capital :

Siège social :

N° SIRET :

Représentée par :

Joindre un RIB.

Dénommé ci-après « le titulaire » dans les clauses qui suivent.

Le titulaire s’engage sans réserve à exécuter les prestations aux conditions financières ci-après définies et ce, en se conformant aux stipulations du présent CCP valant acte d’engagement et aux documents visés ci-dessous.

# OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l’affrètement d’un navire océanographique professionnel pour réaliser 2 missions océanographiques au large de Narbonne à 7 km de la côte.

Le détail des prestations et de l’environnement technique sont par ailleurs définis à l’article 12 ci-dessous.

# PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité

- Le présent cahier des clauses communes particulières valant acte d’engagement (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;

- La déclaration sur l’honneur jointe en annexe et signée par le titulaire ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, JORF n° 0078 du 30 mars 2021, CCAG/FCS ;

- L’offre du titulaire.

# OFFRE DE PRIX DU SOUMISSIONNAIRE

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations du marché aux montants établis aux conditions économiques du mois de juin 2025.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Prestation** | **Unité** | **Prix unitaire H.T** | **Quantité** | **Montant en € HT (si autre devise, préciser)** |
| Forfait pour la réalisation de la mission 2025 et forfait pour la réalisation de la mission 2026  *(Comprend le transit du port à la zone de travail, la mobilisation, démobilisation)* | Journalier |  | 7 |  |

La période d’affrètement est de 3 jours minimum et peut aller jusqu’à 7 jours. Paiement au prorata.

L’offre de prix est détaillée dans la décomposition de prix joint au présent marché.

(Décomposition de prix à remettre par le soumissionnaire).

Le règlement de la TVA sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

# CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et fermes définitifs et comprennent toutes les charges fiscales et autres. Les prix du marché sont définitifs et fermes.

# DELAI – DUREE DU MARCHE

La durée du marché est de 24 mois.

**Mission 1 :** La prestation de la mission 1 devra être effectuée la première semaine d’octobre 2025.

* 24h en mer pour la dépose des 2 piézomètres et la réalisation des 2 carottes ;
* Une journée et demi pour la mobilisation et démobilisation du matériel.

**Mission 2 :** La prestation de la mission 2 devra être effectuée en septembre ou octobre 2026.

* 10h en mer pour la récupération des 2 piézomètres ;
* Une demi-journée de démobilisation du matériel ;
* Pas de jour de mobilisation à prévoir.

Il faut compter le temps de transit entre le port d’attache et la zone d’étude située à 7 km au large de Narbonne.

# DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire.

# PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le règlement du titulaire interviendra en une seule fois à la réception des prestations. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l’article 14 du CCAG/FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

|  |
| --- |
| **DENOMINATION** |
| Libellé au nom de l’Ifremer |
| Adresse de facturation |
| Identification du tiers |
| N°SIRET |
| N° TVA intracommunautaire |
| N°IBAN |
| N° Facture |
| N° Commande (SAP) |
| Objet de commande (nature) |
| Objet de commande (quantité) |
| Montant total HT |
| TVA (montant, taux) |
| Référence du projet |

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l’article 7 est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à https://chorus-pro.gouv.fr et à [**acp.visa.depenses@ifremer.fr**](mailto:acp.visa.depenses@ifremer.fr) pour les fournisseurs étrangers.

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

N° Engagement : n° SAP

# LIEUX DE LIVRAISON/D’EXECUTION

Les 2 campagnes scientifiques se dérouleront au large de Narbonne à 7 km de la côte : Long 3°13'57,35"E - Lat 43°7'1,89"N. La profondeur d’eau du site d’étude est d’environ 32 m.

# ENVIRONNEMENT

Durant l’exécution du marché, le titulaire s’engage à respecter l’environnement notamment dans la gestion des déchets et de leur tri à bord. Et de respecter la biodiversité.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions sont fixées par les articles 34 à 37 du CCAG/FCS. Par dérogation à l’article 37, la cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

# GARANTIE

Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d’admission en application de l’article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s’applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

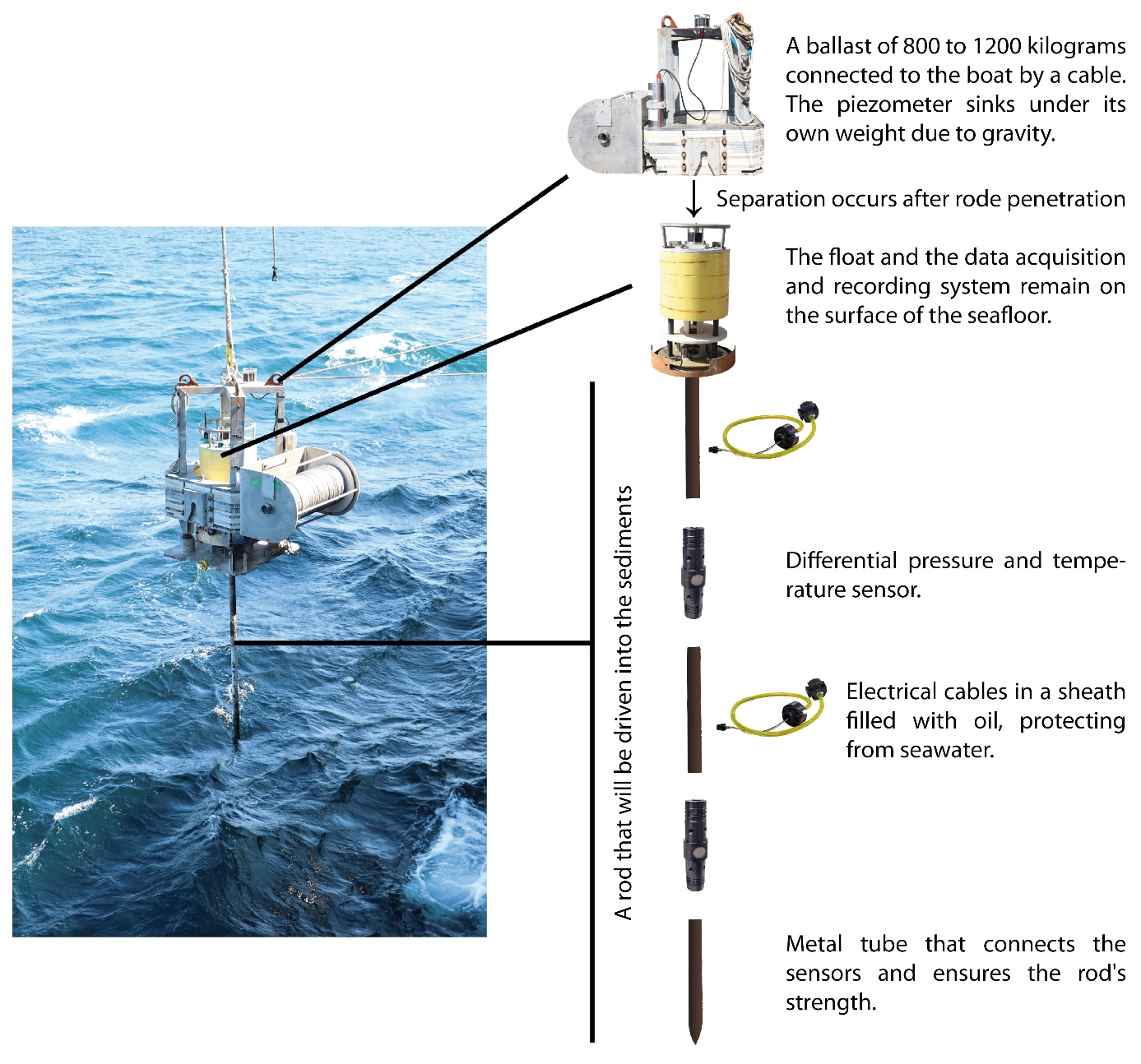
## Contexte

L’objectif des acquisitions prévues dans ce projet est l’évaluation des surpressions de gaz dans les sédiments marins superficiels au large de Narbonne. Afin de remplir cet objectif : nous avons besoin d’installer 2 piézomètres (Fig. 1) et d’effectuer 2 carottages de 9 m de longueur lors d’une première mission océanographique. Les équipements seront fournis par l’équipe scientifique embarquant. Et lors de la mission 2, un an après la première, nous aurons besoin de récupérer les piézomètres qui seront restés au fond de la mer.

## Présentation des équipements

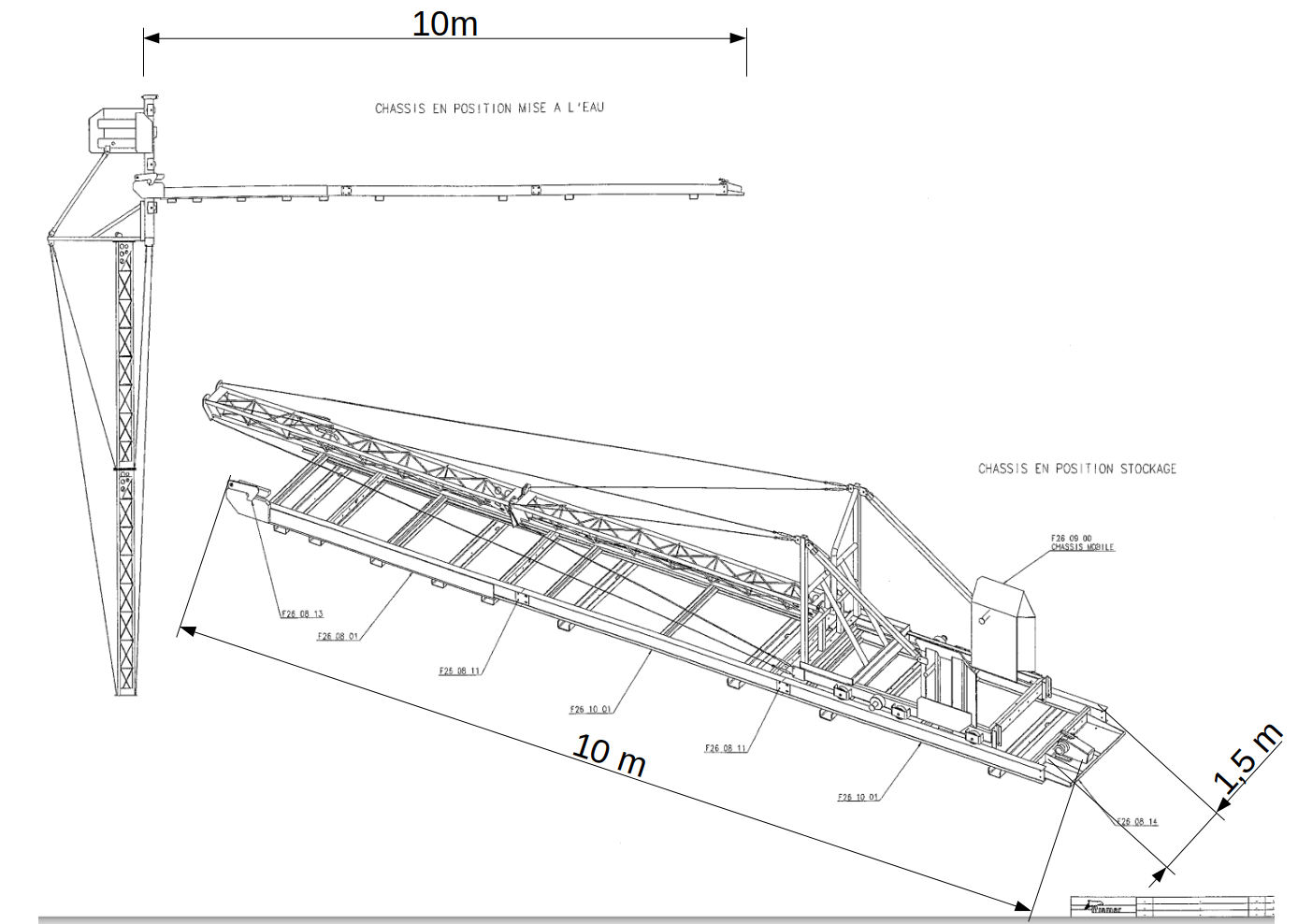
**- Les piézomètres (Fig. 1) :**

Un piézomètre sera composé d’une pointe de 9 m qui sera enfoncée verticalement dans les sédiments, de la partie électronique posée au fond de la mer, et d’un lest d’1.7 T au maximum permettant d’enfoncer le piézomètre dans les sédiments. Pour le déploiement, un châssis est à installer sur le pont dont les côtes sont indiquées sur le plan présenté en figure 2. Seulement 2/3 de cette structure fixe est à installer (à peu près 7 m de longueur). Ce châssis sera installé par nos soin durant la journée de mobilisation. Un chariot mobile coulissant sur le châssis permettra de translater le piézomètre vers l’arrière du pont et lorsqu’il sera au-dessus de l’eau, une rotation permet de le faire passer de la position horizontale à verticale. La descente du piézomètre devra s’effectuer à la vitesse d’1 m/s. Après enfoncement, le piézomètre est dissocié de son lest par ordre acoustique.



*Figure 1 : Présentation d’un piézomètre.*

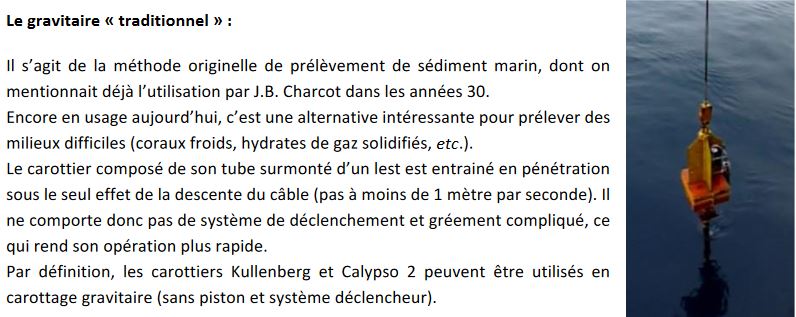
Lors de la mission 2. La récupération du piézomètre se fera en l’arrachant du fond grâce à un bout qui sera accroché au piézo à l’aide de plongeurs. Cette opération se fera la veille de la mission par nos propres moyens. Pour l’arrachement du piézomètre, il faudra que le bateau soit équipé d’un treuil 5 T. Il n’y a pas besoin de mettre le châssis pour cette récupération.



*Figure 2 : En haut à gauche, vue de profil du châssis fixe horizontal et du chariot mobile ici en position verticale une fois basculé à l’arrière du bateau. En bas à droite, vue 3 D du châssis fixe et du chariot mobile à l’horizontale permettant de mettre le piézomètre à l’horizontale dessus puis à la verticale une fois le tout translaté au bout du châssis.*

**- Le carottage gravitaire (Fig. 3) :**

Le carottier est composé d’un lest de 2 T au maximum et d’un tube métallique d’environ 10 cm de diamètre de 9 m de longueur. Il n’y a pas besoin d’un système de débordement pour mettre en œuvre le carottier mais de 2 moyens de levage pour le déborder à l’horizontale par l’arrière de bateau. La descente du carottier doit se faire à une vitesse minimale d’1 m/s. Une fois enfoncé dans le sédiment, l’arrachement du carottier nécessitera un treuil 5 T.

*Figure 3 : Photo et description du carottier gravitaire.*

## Moyens matériels mis à disposition par le Titulaire

- Un navire équipé d’un pont arrière d’au moins 15 m pour installer le châssis du piézomètre et pouvoir mettre en œuvre le carottier.

- Un portique arrière et 2 moyens de levage dont un treuil 5 T.

- Un positionnement dynamique afin de pouvoir se positionner au mieux car les cibles visées ne sont pas très étendues.

- Un navire justifiant d’une capacité d’accueil à bord de 8 personnes (personnels scientifiques) en plus de l’équipage mobilisé pour la prestation, conformément aux indications inscrites sur le permis de navigation (justificatif administratif à fournir) ;

- Un navire équipé a minima des instruments de navigation en état de fonctionnement (GPS cartographique).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Prestation** | **Nombre de jours de mob/démob** | **Nombre de jours de transit** | **Nombre de jours sur zone** |
| Forfait pour la réalisation de la mission 2025 | 1 j. de mob et 1/2 de démob | [...] Dépend du port d’attache | 1 |
| Forfait pour la réalisation de la mission 2026 | Pas de mob et 1/2 j. de démob | [...] Dépend du port d’attache | 0.5 |

# PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D’INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

# AVANCE

Le marché prévoit le versement d’une avance au titulaire fixé dans les conditions fixées à l’article R2191-7 du code la commande publique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à deux mois

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % d’une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire au titre du dernier acompte juste avant le solde du marché.

Cocher la case :

Le titulaire demande à bénéficier de l'avance.

Le titulaire ne demande pas à bénéficier de l'avance.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L’article 4.2 « contenu des prix » : Complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS

L’article 10 complète l’article 37 du CCAG FCS

# SIGNATURE DE LA SOCIETE

Fait en un seul original

Nom et qualité du signataire

Signature

# SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU SON REPRESENTANT

Pour le Président-Directeur Général et par délégation,

# NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du présent marché est la date de réception par le titulaire du présent contrat.

# DECLARATION SUR L’HONNEUR

**Le candidat déclare sur l’honneur :**

**Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**Lutte contre le travail illégal** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

**Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

**Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

**Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

**Le candidat s’engage** à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).